

PLH	PLH approuvé le :
	Bilan triennal le
	Bilan de réalisation du PLH le

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le



ID : 083-248300493-20160524-C\_2016\_051-DE

		Modalités de la mise en œuvre (calendrier + pièces à fournir)		Convention	
Évaluation de la mise en œuvre de la convention	Date d'effet de la convention	01/01/11			
	Date de fin de la convention	31/12/16			
	Date de publication au recueil des actes administratifs	A la signature de la convention		article VI-7	Publication de la préfecture et du délégataire et transmission à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
	Évaluation à mi – parcours	4ème trimestre 2013	Bilan de mi-parcours en cohérence avec le bilan triennal du PLH	article VI-5-1	dernier trimestre de la 3ème année Analyse en cohérence avec le bilan triennal du PLH L'échéancier de réalisation prévu à l'article I-2-3 sera le cas échéant révisé en conséquence
	Évaluation finale	à compter de juillet 2016	Bilan de la convention en cohérence avec le bilan du PLH	article VI-5-2	Le bilan de réalisation du PLH pourra représenter un élément de support à cette évaluation
	Renouvellement de la convention	Au plus tard le 01/10/2016		article VI-5-2	3 mois avant la fin
	Bilan comptable et financier	Au plus tard le 30/06/2017	Annexes 1 (2 tableaux) et 1bis <b>Tableau bilan (quantitatif et qualitatif)</b>	article VI-5-3	Dans les 6 mois suivant la fin de la convention
Objectifs de la convention	Développement et diversification de l'offre de logements sociaux	Conforme au programme d'actions du PLH	<b>Annexe 1</b> : objectif de réalisation de la convention , parc public, parc privé – tableau de bord + tableau déclinant les objectifs par commune ou secteur géographique et type de financement <b>Annexe 2</b> : programme d'intervention contribuant à la mise en œuvre des objectifs de la convention <b>Annexe 3</b> ; Structures collectives de logement et d'hébergement <b>Annexe 7</b> : Programme d'intervention envisagé dans	article I-2	Objectif global sur 6 ans puis objectif de l'année de signature de la convention
	Réhabilitation du parc privé ancien et requalification des copropriétés				
Suivi annuel de la convention	Mise en place d'une instance de suivi de la convention	Réunion 2 fois par an		article VI-2-2	Sous la coprésidence du président de la communauté et du préfet Examen des bilans et moyens consommés
	2 Bilans par an	30 juin et 15 septembre	Annexes 1 (2 tableaux) et 1bis	article VI-2-1	En fonction de ces bilans, les moyens mis à disposition du délégataire sont fixés
	4 types d'avenants peuvent être signé s en cours d'année : - avenant annuel - avenant consécutif à de nouvelles orientations de la politique en faveur du logement - avenant de fin de gestion - <u>avenant modifiant une disposition de la convention</u>	l'avenant annuel et pour le parc public, l'avenant de fin de gestion sont obligatoires		titre III	
	Cas de résiliation	La convention peut être résiliée chaque année à compter de l'année civile suivante		article VI-4-1	A l'initiative de chacune des parties lorsqu'un fait légitime et sérieux se justifie
	Modalités de suivi des décisions de financement	- copie des décisions au préfet - Transmission obligatoire des données de suivi liées aux décisions de financement à l'infocentre	- par SCAN après signature de la décision - saisie dans Galion une fois <b>par semaine</b>	article VI -1	Le délégataire informe le préfet de l'ensemble des décisions signées qu'il prend en application de la présente convention et pour chaque opération financée, des données sont transmises à l'infocentre national sur les aides au logement géré par le ministère chargé du logement auquel le délégataire à accès. Voir annexe C
Modalités financières	<b>Avenant annuel</b>	signé avant fin février si possible	Annexes 1 (2 tableaux) et 1bis <b>Tableau bilan (quantitatif et qualitatif)</b>	article II-3 et article III -1	Définit les objectifs quantitatifs prévisionnels de l'année Précise les modalités financières pour l'année en distinguant l'enveloppe déléguée par l'État pour le parc public et par l'ANAH pour le parc privé et les interventions financières du délégataire lui-même Doit être rédigé et signé après discussion préalable sur le bilan annuel Tout autre point ponctuel concernant une partie de la convention peut figurer dans cet avenant
	<b>Calcul et mise à disposition des droits à engagements</b>	- 1ère année : à la date de signature de la convention - à partir de la 2ème année : à la signature de l'avenant annuel	Décisions notifiées par l'État au délégataire  Le délégataire prendra des arrêtés de subventions au nom de L'Etat dans la limite du montant des droits à engagement notifiés par l'État	article II-5-1 à II 5-1-3	1ère année : 60 % à la date de signature de la convention A compter de la 2ème année à la signature de l'avenant annuel <i>Une avance de 25 % peut être attribuée dès fin janvier à partir de la 2ème année</i>
		<b>Solde en maximum 2 décisions :</b> - 15 septembre - 1er novembre	<b>Bilan à fournir par le délégataire (Annexes 1 et 1bis )</b>  - au 30 juin - au 15 septembre  Décisions notifiées par l'État au délégataire		Le solde sera alloué en fonction de l'état des réalisations sur la base d'un maximum de 2 décisions ( 15 septembre – 1er novembre) seront notifiées au délégataire et donneront lieu à des engagements comptables et juridiques En cas de réalisation insuffisante des objectifs sur 2 exercices consécutifs, possibilité de minorer le montant des droits à engagements
	<b>Calcul et mise à disposition des crédits de paiements et comptes rendus de l'utilisation des crédits</b>	- février	Annexes 1 (2 tableaux) et 1bis - lettre de notification des crédits de paiement par l'État	article II – 5-2	1er versement portant sur 50 % du montant des CP au plus tard en février
		- octobre	Annexes 1 (2 tableaux) et 1bis <b>À joindre au 30 juin et au 15 septembre</b> - lettre de notification des crédits de paiement par l'État		le 2ème versement en octobre dans la limite des crédits ouverts et ajusté au vu des paiements versés par le délégataire aux opérateurs L'année du solde de chaque opération , ajustement des écarts résiduels entre crédits de paiement versés par L'état au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs au titre des engagements pris les années antérieures
		Courant janvier	Annexe 1 bis Annexe 1 ter	article II – 6	Le délégataire remet chaque année au représentant de l'État un compte rendu détaillé de l'utilisation des crédits mis à sa disposition conformément à l'annexe 1 bis Cet état arrêté au 31 décembre de l'année passée en projet ou dans sa version finale est transmis avant la signature de l'avenant annuel pour prise en compte pour l'évaluation des niveaux de droits à engagements et des crédits de paiement annuels et constitue une annexe au compte administratif Ces états annexes seront accompagnés d'une annexe 1 ter détaillant les crédits versés par le délégataire sur les aides propres visés à l'article II-4-1 de la convention
	<b>Avenant de fin de gestion</b>	<b>Obligatoire pour le parc public</b>	Annexe 1 Annexe 1 bis	article III-2	Cet avenant précise au délégataire l'enveloppe définitive des droits à engagement ainsi que les objectifs quantitatifs inhérents. Il prend en compte les réalisations du délégataire et les perspectives à fin d'année conformément au bilan prévu au II-5.1.3